



AUTO-DIAGNOSTIQUE ACCESSIBILITÉ

Synthèse de votre auto-diagnostic

Ce document d'information n'est pas exhaustif. Il ne remplace pas la consultation de la réglementation.

Au regard de vos réponses, il semble que plusieurs aménagements méritent d'être pris en compte pour répondre à la réglementation en termes d'accessibilité. Il vous appartient de vous organiser pour mettre votre établissement aux normes.

Lisez attentivement votre diagnostic et préparez dès à présent le dossier qu'il faudra déposer dans votre mairie.

- Concernant l'entrée, les portes, la circulation dans le commerce, les cabines d'essayage, etc. ou les WC, si un ou plusieurs points réglementaires ne sont pas pris en compte, rapprochez-vous d'entreprises du bâtiment formées à ces travaux de mise en accessibilité pour obtenir un devis avec éventuellement un plan expliquant la situation du bâtiment et les limites techniques du projet en raison de contraintes particulières. Il existe 3 annuaires de professionnels labellisés « accessibilité » :

- Cnisam <http://www.cnisam.fr/>-Les-artisans-formes-a-l-

- Handibat <https://www.handibat.info/>

- Les Pros de l'accessibilité <http://www.travaux-accessibilite.lebatiment.fr/>

Cette démarche vous sera utile pour constituer le dossier administratif avant de pouvoir réaliser les éventuels travaux.

- Si certains points de la réglementation ne peuvent pas être respectés (par exemple concernant la suppression de marches à l'entrée), il faudra le préciser dans le dossier administratif à constituer pour demander à bénéficier d'une dérogation.

Il convient toutefois d'accroître autant que possible le niveau d'accessibilité de votre établissement : une dérogation est accordée sur un ou plusieurs points de la réglementation mais pas sur la totalité et jamais sur toutes les formes de handicaps. Par exemple si une dérogation est demandée



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

sur le maintien d'une ou plusieurs marches à l'entrée, il faudra sécuriser ces marches afin que les personnes âgées et malvoyantes puissent les franchir sans risque de chutes.

Prochaine étape : compléter le dossier d'autorisation de travaux (Cerfa n°13424*04) et le déposer en mairie.

Ce document d'information n'est pas exhaustif. Il ne remplace pas la consultation de la réglementation.

Pour accéder aux formulaires Cerfa :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#e3>

Pour connaître la réglementation applicable :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#e8>

Pour connaître les pièces administratives à fournir, contactez dès à présent votre mairie ou si besoin le correspondant accessibilité de votre département :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politique-de-l-accessibilite#e4>

Illustrations : Pierre Antoine THIERRY, www.titwane.fr, pour le Ministère chargé de la construction

Points de vigilances devant être pris en compte

Concernant l'accès extérieur à votre cabinet

Le cheminement extérieur à votre cabinet doit respecter l'ensemble des 8 points suivants :

1 - Un cheminement d'1,20m de largeur minimale avec un dévers inférieur à 3% (tolérance d'une largeur minimale à 0,90m sur une faible longueur).

2 - Un revêtement non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.

3 - Le revêtement du cheminement doit présenter un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne ou au pied.

4 - Un cheminement doit être horizontal et sans ressaut de plus de 2 cm (tolérance à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33%).



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

5 - Un cheminement doit disposer :

- d'une pente inférieure à 6% sur une longueur de 10 m
- ou d'une pente inférieure à 10% sur une longueur de 2 m
- ou d'une pente inférieure 12% sur une longueur minimum de 50cm

6 - Les trous et fentes situés dans le sol d'un cheminement doivent avoir une largeur ou un diamètre inférieur à 2 cm.

7 - Un cheminement doit être dépourvu d'éléments en porte-à-faux ou en saillie latérale de plus de 15 cm.

8 - Le cheminement ne doit pas présenter sur un de ses bords une rupture de niveau de plus de 40 cm de haut, et cette rupture doit être est distante de moins de 90 cm par rapport au bord de ce cheminement.

Si des travaux vous amènent à créer une rupture de niveau d'une hauteur comprise entre 25 et 40 cm, alors il faudra prévoir un dispositif de protection (exemple bordure chasse-roue).

Concernant les portes à l'entrée et à l'intérieur de votre cabinet

En ce qui concerne les portes, les points techniques suivants sont à considérer :

1 - La porte de l'établissement doit disposer d'une largeur supérieure à 0,80m pour un passage utile de 0,77m

2 - La poignée de la porte doit pouvoir être manœuvrée sans effort en position « assis » ou « debout » par une personne qui a des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet.

3 - La porte (ou son encadrement) ainsi que son dispositif d'ouverture (poignée ou autre) doivent



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

présenter un contraste visuel par rapport à son environnement.

4 - Si vous avez une porte vitrée, celle-ci doit pouvoir être repérée par une personne malvoyante ou une personne distraite. L'une des solutions satisfaisant ce besoin consiste à installer 2 bandes de couleur contrastée à 1,10m et 1,60m de haut pour une épaisseur des bandes de 5cm minimum.

5 - Si la porte donne sur des toilettes, il doit y avoir un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré (barre de rappel ou ferme-porte).

6 - Un espace de manœuvre suffisant doit exister, de part et d'autre de la porte d'entrée et de celles desservant des locaux où l'utilisateur est amené à se déplacer seul (voir dimensions réglementaires dans l'illustration ci-dessous).

Les dimensions varient selon que l'on doit pousser la porte et la tirer. La largeur reste celle du cheminement.

Les dimensions à prendre en compte sont les mêmes que ce soit une porte latérale ou frontale. A noter que bien que l'utilisateur s'y rende seul, l'espace de manœuvre de porte n'est pas exigé à l'intérieur des sanitaires, des cabines d'essayage et des cabines de douches adaptés (se reporter à la réglementation appropriée de ces équipements).

Concernant les WC

Les toilettes doivent respecter des aménagements particuliers afin de permettre à une personne ayant des difficultés de mouvements, à une personne en fauteuil roulant ou à tout autre individu rencontrant un handicap de pouvoir utiliser un tel lieu.

Vérifiez 5 points de vigilance pour une cuvette accessible par le plus grand nombre :

1 - La cuvette doit avoir (abattant compris) une hauteur comprise entre 0,45m et 0,50m.



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2- Avec la cuvette, il faut une barre d'appui sur son côté afin d'assurer une sécurité pour des personnes en incapacité et permettre le transfert du fauteuil sur la cuvette (hauteur comprise entre 0,70m et 0,80m).

Mais il faut aussi pouvoir se relever. C'est pourquoi il faut une barre complémentaire, qui assure cette fonction. 2 choix de positionnements possibles :

1ère possibilité

2ème possibilité

Attention ! La ou les barres d'appui doivent être solidement fixées au mur afin de supporter le poids d'un individu au moment du transfert ou d'un relèvement.

3 - Veillez que les équipements comme le papier hygiénique, la brosse de nettoyage, etc. soient judicieusement positionnés pour être facilement atteignables depuis la cuvette.

4 - Des toilettes accessibles doivent aussi avoir une surface suffisante afin de permettre à une personne en fauteuil roulant d'y accéder mais aussi favoriser les déplacements de personnes rencontrant certaines incapacités (surface évaluée a minima évaluée à 3,6 m²).

Les points à considérer sont les suivants :

- disposer d'un espace de manœuvre avec possibilité de demi tour de 150 cm de diamètre

Si un tel espace est impossible à prévoir à l'intérieur pour cause de contraintes structurelles du local (par exemple présence de murs porteurs impossibles à déplacer...), alors la réglementation rend possible la localisation de cet espace de manœuvre à l'extérieur du cabinet d'aisance mais à proximité de la porte d'accès.

- disposer d'un autre espace appelé « espace d'usage » (0,80mx1,30m)

Attention :

- Ces 2 espaces peuvent se chevaucher mais jamais l'espace d'usage ne devra se trouver dans le débattement de la porte.

- La présence de ces 2 espaces même se chevauchant valent espace de manœuvre de porte. Il n'y



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

a pas besoin de prévoir ce dernier à l'intérieur d'un cabinet d'aisance.

5 - En ce qui concerne l'accessibilité du lavabo ou du lave-mains (qui doit permettre notamment à certaines personnes dialysées de pouvoir assurer l'entretien de leur appareil à l'abri de regards indiscrets) :

- l'un ou l'autre doit posséder une robinetterie préhensible (robinetterie à levier ou automatique sont à privilégier),
- si un lave-mains existe, celui-ci devant être obligatoirement suspendu, le dessus sera à une hauteur de 0,85 m maximum du sol,
- si un lavabo existe à la place du lave-mains, il faudra veiller au passage possible des genoux en respectant un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur.